



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Eau potable et eau brute - Gouvernance - Convention d'objectifs entre la Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, exerce la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, a ainsi été créée par délibération du 28 avril 2015.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, le nouvel établissement public assure depuis le 1^{er} janvier 2016 le service public d'eau potable pour 13 des 31 communes de la Métropole, soit environ 80 % des habitants de la Métropole, à savoir : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Le service d'eau brute, quant à lui, sera assuré sur la totalité du périmètre de la Métropole.

Dans ce cadre, la Métropole, autorité organisatrice du service de l'eau potable et de l'eau brute a établi en concertation avec la Régie une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans à partir du 1^{er} janvier 2016, qui permet de préciser les relations entre la Métropole et la Régie. Elle a pour objet de fixer les missions de chacune des parties et d'organiser le contrôle de l'activité de la Régie par la Métropole, définir les enjeux et fixer les objectifs et les performances à atteindre par le service, définir les indicateurs nécessaires à l'évaluation de la qualité du service et de l'atteinte des objectifs et enfin spécifier les modalités d'évolution des tarifs.

Les missions de la Régie sont déclinées en conformité avec celles arrêtées par les statuts et regroupées en 3 grands thèmes :

- approvisionnement en eau, sécurisation, gestion du patrimoine ;
- relations et communication avec les usagers, individualisation des compteurs ;
- expertise, conseil et assistance technique.

Dans le respect de l'autonomie et de la responsabilité de la Régie des Eaux dans l'exécution des missions résultant de ses statuts, la Métropole entend jouer pleinement son rôle d'autorité organisatrice du service de l'eau, en assumant :

- l'élaboration et la mise en œuvre de sa politique de l'eau,
- la communication institutionnelle et pédagogique et l'animation du service,
- un appui technique à la Régie et son contrôle.

S'inspirant des engagements pris pour l'amélioration de la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement, les missions exercées par la Régie sont déclinées en objectifs stratégiques, de nature technique, économique, sociale et environnementale mesurés à travers 72 indicateurs.

A l'issue de la première année de fonctionnement de la Régie, la convention a fait l'objet d'un avenant approuvé par le Conseil de Métropole le 28 juin 2017. Cet avenant simplifie le calcul de certains indicateurs trop complexes et n'apportant pas de réelles plus-values. Il précisait également les rapports entre les deux signataires sur le volet "pédagogie" et le fonctionnement des différents comités de suivi. De plus, il ajuste la quote-part des frais de fonctionnement mis à la charge de la Régie pour assurer les missions d'autorité organisatrice de la métropole.

Enfin, un deuxième avenant a été approuvé par le Conseil de Métropole le 31 janvier 2019 pour mettre en œuvre les recommandations issues de l'audit externe réalisé en 2018. Cet avenant retire 8 indicateurs de suivi jugés inopérants, il clarifie les missions de communication institutionnelle qui relève de l'autorité organisatrice et installe deux autres comités de suivi, le comité "Ressources en eau" pour le suivi de la préservation quantitative et qualitative des masses d'eau exploitées et le comité "facturation et recouvrement" pour le partage des informations relatives aux taux d'impayés.

La convention initiale étant maintenant caduque, il convient d'approuver une nouvelle convention d'objectifs. Compte tenu de la modification possible du mode de gestion de la compétence assainissement collectif proposée au présent Conseil, il est proposé d'établir une nouvelle convention pour une durée de 2 ans jusqu'au terme de fin 2022.

Pour cette nouvelle convention, les modifications apportées concernent principalement la mise en place :

- d'un comité collégial "Systèmes d'information" pour le suivi des projets numériques (GED, modélisation et gestion patrimoniale des réseaux, modernisation du SIG, ...) ;
- d'une télé-relève de 3000 compteurs d'eau concernant dans un premier temps notamment les compteurs municipaux, métropolitains ou bien encore les compteurs des lycées et ceux desservant les résidences des bailleurs sociaux ;
- d'une étude tarifaire à réaliser par la Régie pour garantir dès le 1^{er} janvier 2022 un prix de l'eau socialement acceptable ;
- d'une participation financière de la Régie à hauteur de 80 000 € pour la réalisation des actions de solidarité internationale portées par la Métropole dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la convention d'objectifs 2021-2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156706-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention objectif régie2021-2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.